

Maghreb/Moyen Orient - Syrie

Déni de justice

## Transfert du dossier de Mazen Darwish à une cour militaire d'exception

9 août 2012

[Lire en arabe \(بالعربية\)](#)

Lors de l'audience du 6 août dernier du procès des personnes arrêtées le 16 février dernier lors du raid contre le Centre syrien des médias (SCM), le juge militaire devait entendre le Président du SCM, **Mazen Darwish**, dont on est sans nouvelles depuis son arrestation.

Toutefois, les renseignements de l'armée de l'air ont refusé de présenter Mazen Darwish devant le juge, malgré la demande formulée par celui-ci. Dans une lettre adressée au magistrat, il est mentionné que le SCM travaillait sans autorisation. Aussi, le cas de Mazen Darwish doit être examiné par une cour militaire spéciale secrète, qui n'autorise pas la présence de l'avocat du prévenu lors de l'audience. Par ailleurs, les travaux de cette cour d'exception sont également tenus secrets, conservés au siège de la section de la police militaire, situé à Qabon (nord-est de la capitale). Les décisions prises par ce tribunal sont applicables immédiatement.

Le 6 août, le juge a décidé de rejeter la demande des avocats des accusés de pouvoir défendre **Yara Badr, Razan Ghazzawi, Mayada Khalil, Sana Zetani** ainsi que **Hussein Gharir, Hani Zetani, Mansour Al-Omari, Abdel Rahman Hamada**. L'audience a été reportée au 29 août prochain.

Reporters sans frontières somme les autorités syriennes de révéler le lieu de détention de MM. Darwish, Gharir, Zetani, Al-Omari et Hamada. "Les arrestations arbitraires et le maintien au secret des prisonniers politiques constituent une violation patente du droit international. De telles pratiques s'apparentent à des disparitions forcées, a déclaré l'organisation. La justice ne se donne même plus la peine de préserver la façade des procédures légales. MM. Darwish, Gharir, Zetani, Al-Omari et Hamada doivent être libérés, tout comme les journalistes, professionnels ou citoyens, arrêtés depuis le début du conflit."

Dans un entretien accordé au site d'information [Syria-politic.com](http://Syria-politic.com), l'avocat et militant des droits de l'homme Michel Shammas exprime ses plus vives inquiétudes quant au sort de Mazen Darwish et des autres collaborateurs du SCM. Il rappelle que les charges qui pèsent contre le président du centre et ses compagnons d'infortune restent toujours inconnues jusqu'à ce jour.

Par ailleurs, Reporters sans frontières a appris l'arrestation de l'artiste et activiste **Kafah Ali Dib** et du militant **Rami Al-Hanawi**, le 8 août dernier, à Sahnaya dans la banlieue de Damas, par des comités populaires, milices au service des services de sécurité. Kafah Ali Dib serait actuellement détenue dans la section 'Palestine' de la sécurité.

Le cinéaste **Bassam Mohieddine Hossein** a quant à lui été assassiné, le 5 août dernier, près de son domicile, dans le quartier de Jdayet Artooz au sud-ouest de la capitale, par des inconnus. Né à Tartous en 1955, il travaillait depuis 1984 dans l'Organisme publique pour le cinéma.

---

En visitant notre site Internet, vous pourrez télécharger ces documents :

- , (JPEG - 68.3 ko)
-